



Au lendemain de la tenue des élections sénatoriales, les quotidiens ont focalisé l'attention sur les différents cas d'irrégularités relevés la veille. Il s'agit pour la plupart d'éventuels achat de vote, de pressions et des menaces de la part des autorités publiques. La demande de réouverture de la Place de la Démocratie d'Ambohitovo, par les conseillers municipaux TIM, figure également à la Une des journaux, une initiative qui survient d'ailleurs dans ce contexte de bras de fer avec l'Exécutif concernant la gestion du SAMVA.

Processus électoral

SENATORIALES, LE HVM DOMINE LA TENDANCE DES RESULTATS

Les premiers résultats des élections sénatoriales, qui se sont tenues hier sur tout le territoire national, ne révèlent finalement pas de surprises. En effet, le parti au pouvoir mène provisoirement les scrutins dans les six Provinces du pays. La Commune Urbaine d'Antananarivo fait exception dans la mesure où ses grands électeurs ont majoritairement voté pour le parti TIM. Selon les résultats officiels, le HVM a été crédité d'environ 70% des voix dans l'ensemble de la Province d'Antananarivo. Dans le District de l'Atsimondrano, les Communes ont majoritairement voté pour les candidats sénateurs du parti au pouvoir, qui a même enregistré un taux de 100% dans la Commune de Soalandy et accusé 7 voix sur 8, dans celle d'Androhibe. Cette « unanimité » a également été observée dans le District d'Iakora, située dans la Région Ihorombe et Sainte-Marie, dans la Région d'Analanjirifo. Dans le District de l'Avaradrano, le parti présidentiel a dominé les scrutins comme en témoignent les 80 voix accusés contre 29 pour l'ensemble de ses concurrents. Cette victoire « confortable » du HVM serait observée dans les autres provinces de la Grande île au regard de son score dans le District d'Ambatorazaka faisant état de 80 voix pour les 164 votants. Dans le District de Toliara, le parti présidentiel est sorti largement victorieux en enregistrant 85 suffrages exprimés contre 19, pour le TIM qui arrive deuxième. (L'Express de Madagascar, p.3-7, Midi Madagasikara, p.3, Les Nouvelles, p.3)

- *Les Communes de Mahajanga et d'Antananarivo figurent certainement parmi les rares exceptions à cette règle. Les candidats du HVM et du TIM sont effectivement à égalité, par 6 voix chacun sur les 20 suffrages exprimés dans la ville des Fleurs tandis que la tête de liste HVM ne fait pas mieux que la troisième place dans la Capitale. (L'Express de Madagascar, p.3-7)*
- **Midi Madagasikara soutient le « raz-de-marée » du HVM lors de ces sénatoriales en rapportant les premiers résultats parvenus au siège de la CENI, hier à 20h07. Ainsi, le parti présidentiel accuse provisoirement un taux de 77,31% pour la Province d'Antananarivo, de 73,50% pour Fianarantsoa, 70,49% pour Mahajanga, 72,40% pour Toamasina, 58,59% pour Toliara et 67,7%, pour Antsiranana (p. 3)**



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- Dans son éditorial, **Tia Tanindrazana** se demande si les députés continueront encore à se comporter « en mouton » ou commenceront-ils enfin à se positionner en tant qu'institution de contrôle du pouvoir central, au vu de cette victoire écrasante du HVM (p.2)

UNE TENDANCE A LA DEFECTION

L'Express de Madagascar met en avant une « défection » des grands électeurs issus de certains partis politiques majeurs lors de ces élections sénatoriales. En effet, les premiers résultats rapportés par le quotidien montrent que certains ont voté pour les candidats des autres formations politiques. Pour preuve, le TIM n'a accusé que 27 voix dans la Commune Urbaine d'Antananarivo alors qu'il dispose de 31 votants dont la mairesse. Dans la liste électorale de Soalandy, où le HVM a enregistré un taux de 100%, figuraient 2 conseillers municipaux TIM et un conseiller pour les partis MMM et Antoko Maitso. Bien que la Commune d'Androhibe soit dirigée par un maire ainsi que 3 conseillers municipaux TIM, seule une seule voix exprimée n'était pas en faveur du HVM. Pour la Commune d'Ampitatafika, le MMM a bénéficié d'un suffrage alors qu'il ne disposait d'aucun grand électeur. Dans le District d'Avaradrano, cette formation politique a été fortement pénalisée par cette tendance à la défection de ses électeurs car elle n'a accusé que 8 voix alors qu'elle bénéficiait d'une base forte de 14 maires et autant de conseillers municipaux. Dans le District de Mahajanga, c'est le MAPAR qui a été victime de cette défection car son candidat n'a accusé que 5 voix alors que le parti dispose de 9 grands électeurs (p.3)

LES PREMIERS CANDIDATS OFFICIEUSEMENT ELUS

Dans son article intitulé « Les premiers candidats officieusement élus sénateurs de Madagascar », **Madagascar-Laza** dévoile les noms des premiers parlementaires qui sont certains de siéger au Sénat après la proclamation des résultats provisoires officiels par la CENI et qui sont, pour la plupart, des personnalités connues dans le milieu politique. Ainsi, la tête de liste HVM Mananjara Randriambololona et 3 personnalités de sa liste représenteront la Province d'Antananarivo pareillement pour l'ancienne ministre TIM, Olga Ramalalason. Dans la Province de Toliara, l'ancien PM Kolo Roger est assuré de devenir sénateur pour le compte du HVM tout comme l'ancienne sénatrice TIM Naika Eliane. Mise à part la tête de liste du parti présidentiel, le candidat du Leader Fanilo officiera au palais d'Anosikely pour la Province d'Antsiranana. Si les candidats sénateurs du HVM à Fianarantsoa, Mahajanga et Toamasina ont assurément leur siège à la Chambre haute, les indépendants se sont démarqués dans le Grand port et le TIM, dans la Capitale Betsileo (p.3)

SENATORIALES, LES ANOMALIES ET IRREGULARITES FORTEMENT DENONCEES

- Au lendemain de ces sénatoriales, les dénonciations d'anomalies et d'irrégularités se multiplient. Ainsi, **Midi Madagasikara** rapporte que les grands électeurs de la CUA ont reçu une consigne de vote, par le biais d'un message texte émanant de la tête de liste du parti HVM, dans lequel il affirme que la promesse de hausse des indemnités des maires et conseillers municipaux se concrétisera à partir du mois de janvier 2016. Par conséquent, il ne leur reste plus qu'à honorer leur engagement. Ces derniers sont

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



d'ailleurs invités à communiquer leur nom une fois qu'ils ont voté pour ce candidat. (p.2)

- La députée MAPAR Jocelyne Rahelihanta dénonce des achats de vote intervenus dans la partie Nord, dans laquelle le HVM a promis des sommes allant de 2 à 5 millions de Fmg pour chaque grand électeur dès lors qu'un bureau de vote présente un résultat de 100%. Elle rapporte que les négociations peuvent atteindre les 50 millions de Fmg pour certains bureaux de vote stratégiques dans les régions SAVA et DIANA. La parlementaire précise d'ailleurs que la « distribution d'argents » s'est faite dans les locaux du Foyer SECREN. (Midi Madagasikara, p.2) La Gazette de la Grande île soutient que ce sont le Chef de Région et le Préfet qui ont procédé à cette distribution d'argent (p.3) (L'Observateur, p.3)
- Rahantanirina Lalao dit Ninah, députée MAPAR élue à Mahajanga, rapporte des cas de menaces de remplacement par des PDS et autres pressions faites par les autorités sur les grands électeurs, au point que certains se sont abstenus de participer aux scrutins dans la Commune Urbaine de Mitsinjo, située dans la Région Boeny. A ce propos, un grand électeur « anti-HVM » a même fait l'objet d'une arrestation. Selon toujours cette élue, des menaces de mort sont survenues à Ambilobe (Midi Madagasikara, p.2, Les Nouvelles, p.3, La Gazette de la Grande île, p.12)
- Des cas de transports des grands électeurs par des ministres et autres personnalités d'autorités ont été dénoncés. Tel est le cas dans le District d'Ihosalotra, plus précisément dans la Commune d'Ampandratokana et dans la Commune d'Ambalavao Tsienimparihy. (Midi Madagasikara, p.2, Tia Tanindrazana p.3, L'Observateur, p.3)
- La Gazette de la Grande île rapporte un cas d'utilisation de stylo feutre pour marquer son choix sur certains bulletins uniques alors que seul un stylo à bille était disponible dans l'isoloir, pour prouver l'existence de bulletins pré-cochés. Cette situation a été relevée dans le District d'Antsiranana (p.12)
- Le même quotidien révèle que le coordonnateur HVM pour le District d'Ambohidratrimo et non moins maire de la Commune éponyme a publiquement sommé un grand électeur de lui rendre son argent car ce dernier n'a pas respecté la consigne de vote et a également menacé les grands électeurs de la Commune d'Ivato, que le parti présidentiel les remplacera par des PDS s'ils venaient à ne pas voter pour son candidat (p.12)

QUELQUES FAITS PARTICULIERS

- 8 grands électeurs de la Commune de Masindray ont décidé d'un commun accord de bouder les scrutins afin de témoigner leur mécontentement par rapport à la mauvaise organisation des sénatoriales mais également dans l'optique de sauvegarder leur unité après « la bataille des Communales » (L'Express de Madagascar, p.3)
- Le maire d'Ampitatafika Rado Ramparaoelina et certains de ses conseillers municipaux ont eu une faible altercation avec les membres de leur bureau de vote. Ils ont effectivement suscité les mécontentements pour ne s'être présentés dans le bureau qu'aux alentours de 16h30 alors que la procédure autorisait le décompte des résultats dès lors que les tous les votants s'aient acquitté de leur devoir. Le ton a haussé

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



lorsque les membres du bureau les ont invités à se dépêcher, ce qui a amené ces grands électeurs à menacer de quitter les lieux sans procéder au vote. (L'Express de Madagascar, p.3)

- *32 voix ont en tout été annulées dans le district de Toliara car les bulletins correspondant comportaient des signes suspects autres que la croix habituelle utilisée pour faire valoir son choix, tels que « = », « Y » ou « O ». Cette situation a d'ailleurs généré des tensions dans le centre de vote (L'Express de Madagascar, p.3). Sur place le jour des élections, le vice-président de la CENI Thierry Rakotonarivo a souligné que les électeurs sont libres de marquer leur choix par le biais de n'importe quel signe et que cela ne traduit en aucun cas une manifestation d'une consigne de vote. Il est soutenu par Hervé Rakotozanany, responsable de la Communication de la Commission électorale, qui rappelle que la loi électorale ne prévoit aucune disposition à cet effet (Les Nouvelles, p.3)*
- *Le bureau de vote de la Commune Urbaine de Mahajanga n'a été opérationnel qu'une heure et demie après l'heure d'ouverture réglementaire car les membres du bureau de vote ont mis près de deux heures pour s'installer (L'Express de Madagascar, p.7)*
- *Les locaux du démembrement de la Commission Électorale Nationale Indépendante dans le District de Mananjary ont été réduits en cendre par un incendie, intervenu la veille du scrutin. Malgré les pertes matériels considérables, les élections ont pu se tenir normalement. (Midi Madagasikara, p.2). Tia Tanindrazana, soutient pour sa part, qu'il s'agissait plutôt d'un cambriolage (p.2)*
- *Les membres du bureau de vote de la Commune de Sambava ont fait part de leur mécontentement par rapport au non-paiement de leurs indemnités et ont, par conséquent, confisqué les procès-verbaux. Ils ont également tenu un sit-in devant les bureaux de la CENI locale (Midi Madagasikara, p.2, Tia Tanindrazana, p.3)*
- *Lors de ses observations électorales dans la Province d'Antananarivo, le KMF-CNOE a recensé quelques difficultés telles que l'absence d'isoloir dans le bureau de vote situé au Lycée d'Ampefiloha ou encore la nécessité de présentation d'un certificat de décès, par le remplaçant d'un grand électeur récemment décédé dans la Commune de Sabotsy Namehana, (Les Nouvelles, p.3, Tia Tanindrazana, p.2)*
- *Dans la Commune de Manambaro, dans le District de Taolagnaro, le maire HVM substituant son prédécesseur, destitué suite aux récentes décisions du Tribunal Administratif, a été empêché par la population d'accéder au bureau de vote et ainsi, s'acquitter de son devoir (Les Nouvelles, p.3)*
- *Un conseiller municipal TIM a suscité la polémique à Antsirabe dans la mesure où il a pris part au vote alors qu'il figure parmi les candidats aux élections sénatoriales sous les couleurs de son parti. Bien qu'il soit supposé avoir démissionné dès lors qu'il s'est présenté à ces scrutins, les autorités électorales ont affirmé ne pas l'empêcher d'accomplir son devoir étant donné qu'il figure dans la liste électorale (Madagascar-Laza, p.14)*
- **Madagascar Matin** *accuse la RNM de propagande déguisée le jour des scrutins dans la mesure où elle n'a cessé de « matraquer », dans ses programmes d'informations successifs, des résultats nettement favorables au HVM alors que dans plusieurs*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



centaines de bureau de vote, la majorité des grands électeurs n'ont pas encore voté (p.2)

OPINIONS ET DECLARATIONS

- Lors d'une rencontre avec la presse, le Secrétaire général du MONIMA, Gabriel Rabearimanana, dit craindre une résurgence des violences post-électorales en raison de la continuité des pratiques antidémocratiques tels que les menaces, les chantages, l'abus de pouvoir ou encore l'abus des prérogatives des puissances publiques (**Les Nouvelles p.3**)
- La conseillère municipale de la CUA, issue de l'Opposition, Lalatiana Ravololomanana affirme avoir voté blanc ou nul car d'une part, les candidats n'ont pas été convaincants et d'autre part, l'organisation des scrutins a laissé filtrer de nombreuses irrégularités. Elle soutient d'ailleurs avoir relevé des fraudes au niveau de la liste électorale de la Commune Urbaine d'Antananarivo (**Madagascar-Laza, p.2**)
- Harilala Ramanantsoa, conseillère municipale de Madavision, a fait part de son espoir pour un retour à la stabilité et à la croissance, grâce à la mise en place du Sénat. Elle fait en effet remarquer que cette institution a pour mission de conseiller l'Exécutif en matière de développement économique et social (**Madagascar-Laza, p.2**)

Politique interne

LE TIM RECLAME LA PLACE DE LA DEMOCRATIE

Les conseillers municipaux TIM de la Commune Urbaine d'Antananarivo ont convoqué la presse hier afin de faire le point sur la situation du Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo, principale structure en charge de la gestion et de l'assainissement des ordures de la Capitale. En effet, la CUA n'a cessé de réclamer le retour du SAMVA sous sa tutelle car si tel était le cas, « l'enlèvement des ordures pourrait se faire dans les plus brefs délais », soutient le président du Conseil municipal Faustin Andriambahoaka. Ils ont également profité de cette rencontre avec les journalistes pour leur faire part de leur décision, d'œuvrer pour la « réouverture » de la Place de la Démocratie d'Ambohijatovo aux manifestations politiques. « Nous réclamons l'annulation de la Délibération y afférente, adoptée par le conseil municipal en 2012 et ce, afin de donner la voix au peuple et pour promouvoir la Démocratie ». Les conseillers municipaux TIM étant majoritaires au sein de l'organe législatif de la CUA, cette initiative présente de forte chance d'aboutir. (**L'Express de Madagascar, p.5, Midi Madagasikara, p.2, Madagascar-Laza, p.3, Tia Tanindrazana, p.3**)

- **L'Express de Madagascar** estime que cette décision est loin d'être fortuite car elle intervient dans un contexte de « bras de fer » entre la mairie de la Capitale et le pouvoir central. Ainsi, le quotidien se demande si le TIM a l'intention de mobiliser ses partisans en vue de faire pression sur l'État par le biais de manifestations publiques (p.5)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- *Les conseillères municipales Lalatiana Rakotondrazafy et Lalatiana Ravololomanana dénoncent une manœuvre politique inacceptable dans cette initiative des conseillers TIM de rouvrir la Place de la Démocratie aux manifestations politiques. Si toutes deux ont toujours réclamé cette réouverture, la première demande un débat sur le sujet au préalable tandis que la seconde invite la mairesse à agir pour le bien de la Capitale plutôt que de politiser les problèmes de sa Commune. (L'Express de Madagascar, p.5)*
- *La mairie d'Antananarivo envisage un recours devant le Conseil d'État pour annuler le décret rattachant le SAMVA au ministère de l'Eau, Assainissement et Hygiène et ce, après que la demande y afférente ait été rejetée par le pouvoir central. Elle repose essentiellement son argumentation sur la hiérarchie des normes et la règle du parallélisme des formes selon lesquelles un décret ne peut changer une loi (Midi Madagasikara, p.3)*
- *Réponse du berger à la bergère. Le ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène a en effet fait savoir que la situation de stagnation des ordures dans la Capitale est essentiellement due au fait que la CUA ne paye pas sa contribution à la bonne marche du SAMVA (Les Nouvelles, p.4)*
- *Madagascar-Laza qualifie d'opération « coup de poing » la reprise du ramassage d'ordures entrepris par le SAMVA, depuis quelques jours et ce, sous l'égide de l'Exécutif. Le quotidien détaille dans son article la stratégie adoptée par la structure à cet effet ainsi que la source des financements ayant permis cette opération (p.6-14). Pour Tia Tanindrazana, cette initiative intervient suite à l'interpellation faite par la mairesse de la CUA sur la situation (p.4)*
- *De l'opinion de La Gazette de la Grande île, l'équipe à la tête de la CUA et Lalao Ravalomanana en particulier cherchent à cacher leur incompétence en rejetant la faute sur le SAMVA (p.12). Madagascar Matin soutient également cette incompétence de la mairesse en développant tous les problèmes rencontrés par la population de la Capitale actuellement (p.3)*

Format de couverture

Dans une interview accordée à Madagascar-Laza, le Directeur général du BIANCO a dressé un bilan des activités de sa structure pour l'année 2015, a révélé que le faible budget de fonctionnement pénalise les résultats des investigations, a estimé que c'est la volonté de l'ensemble des responsables qui fait défaut dans la lutte contre la corruption et a rappelé la ratification par Madagascar de la Convention internationale sur la lutte contre la Corruption pour dénoncer les cas d'immunité et d'impunité facilités par les privilèges de juridiction accordés à certaines fonctions publiques (p.3)

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web : www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

